

Intervention Dario Ciprut – Débat « Face à la crise » 13.12.2008¹

Crise et capitalisme – leçon des Trente Glorieuses

Aujourd'hui, nous avons à faire à une crise économique ***tout à la fois récurrente*** sous diverses formes depuis les années 1980 – 1987 Krach de Wall Street, 1990 déjà crise étasunienne des caisses d'épargne et de l'immobilier, crise financière et stagnation décennale japonaise, 1992 et 1993 crises monétaires successives du SME, 1994 krach obligataire toujours aux US, 1997 et 1998 coup sur coup crise financière internationale asiatique puis russe et brésilienne, 2000-2002 éclatement de la bulle Internet « nouvelle économie » et de l'affaire Enron, et maintenant celle déclenchée par les subprimes dont Eric nous a entretenu – ***mais aussi sans véritable précédent*** dans ses manifestations et son ampleur. Elle n'est vraisemblablement qu'au début de dégâts pourtant déjà considérables. ***Aussi, la précision dans la condamnation nous semble plus que jamais nécessaire si on veut éviter le flou dans la médication.***

Si l'on veut prendre la mesure de cette instabilité, il ne faut pas oublier qu'elle ne fut pas éternelle, et qu'auparavant le monde, surtout le monde industrialisé, a traversé une période de trente ans de croissance régulière sinon harmonieuse - de 1945 à 1973 la production mondiale a triplé - à un taux moyen d'environ 5%, et ce sans la moindre crise financière.

Personne, sauf à adopter une définition particulièrement exotique du capitalisme, ou être un apôtre attardé du socialisme à la sauce brejnevienne ou maoïste au point de leur en attribuer le mérite, ne peut nier que cette période n'était, au moins en ce qui concerne les pays hors de leur orbite, ni plus ni moins capitaliste que la présente. Elle l'était tout simplement autrement, et je ne sache pas que les magnats d'alors n'y aient pas trouvé leur compte d'arrondir leurs fortunes, à peine moins insolentes, et certainement moins déconnectées de la performance productive que de nos jours.

En somme, la preuve a été historiquement fournie que le capitalisme en général, par sa configuration spécifique d'alors, celle sommairement qualifiée de fordiste, était compatible avec des taux de croissance et de profit « honorables », un quasi plein-emploi, une évolution positive des salaires, tant des conditions de travail que de la protection sociale, et enfin une stabilité économique bien plus enviable qu'après la dérèglementation à tous crins qui a suivi. Que les conditions de cette

¹ Ce qui suit est une mise en forme de l'intervention préparée pour le débat conclusif de la journée. Les contraintes temporelles de ce dernier n'ont permis à l'auteur, qui modérait aussi ce dernier, que d'en soutenir une partie. Les positions défendues ici lui appartiennent évidemment en propre et n'engagent aucunement le groupe organisateur.

période aient été pourtant loin de l'idéal socialiste, pour l'ensemble des travailleurs soumis au joug et à l'arbitraire patronal, pour les étudiants promis au gardiennage hiérarchique ou à une terne et volontaire servitude, et bien pis pour les insurgés des colonies ou les emmurés du goulag, que ces conditions justifiaient alors déjà la révolte contre l'oppression, la société de contrôle, et le pillage de la planète, ne change rien à l'affaire. Ces conditions ont définitivement ringardisé les affirmations du marxisme vulgaire. Incapable de différencier entre phases historiques du capitalisme, cette idéologie fruste est aveugle aux spécificités historiques des crises générales, et notamment à celle de la dernière en date², s'époumone à déduire de la « baisse tendancielle du taux de profit³ », considérée comme consubstantielle au mode de production capitaliste, l'inéluctable extension du paupérisme et de la malnutrition.

Catégories de réponses à la crise – Essai de typologie

Absolutisme de marché

Les néolibéraux purs et durs, à l'exemple des fervents rédacteurs de l'*Economist* persistent dans leur acharnement. La crise serait le remède spontané à la bulle et aucune intervention redonnant la main à l'Etat ne saurait être admise. Pour ces intégristes de la capacité d'autorégulation des marchés, le capitalisme est un jeu à somme nulle et les gagnants d'hier sont justement remplacés par les perdants d'aujourd'hui. Tant pis si ce ne sont pas les mêmes. Paradoxalement, un certain absolutisme ultragauche les rejoint dans le laissez-faire en préconisant, sous prétexte que les masses n'en sont pas responsables, de laisser s'approfondir une crise dans laquelle ils voient un puissant adjuvant pédagogique en faveur de la révolution prolétarienne.

Interventionnisme de renflouement

Cette approche admet, sous la rude pression des faits, la nécessité impérieuse d'une régulation externe à imposer, faute d'autodiscipline, au secteur financier. Malgré des dehors volontaristes, elle concocte à reculons, sans exiger de véritables contreparties, des plans de sauvetage consistant à débloquer par l'endettement des Etats - planche à billets, garanties provisoires, financement par l'impôt - de quoi colmater les montagnes de dettes creusées par l'impéritie financière, éviter par l'injection de liquidités les faillites des institutions financières et, par des plans de relance massifs, la transformation de la récession en dépression.

² La crise présente est incontestablement celle de la sophistication financière mondialisée, disqualifiant les agences de notation, instaurant l'hypertrophie des rémunérations, rendant immaîtrisable de ses propres agents la course aux rendements financiers, et installant une méfiance durable au tournant inévitable de la baisse.

³ Un autre document sera spécifiquement consacré à explicitement démontrer ce dogme.

D'efficacité douteuse jusqu'ici, ces mesures d'après festin sont astronomiquement coûteuses, socialisent les pertes et pèseront principalement sur les plus pauvres. Elles ne font rien ou pas grand-chose pour éviter la rechute. Pourtant, renoncer à tirer d'affaire les financiers faillis pour crever avec eux de la crise systémique⁴ serait, comme ne cesse de le marteler Frédéric Lordon, suicidaire.

Alter-régulationnisme

Cette approche, qu'on pourrait qualifier aussi de « transformiste », ou de « constructiviste⁵ », préconise un *réformisme de transformation sociale*, en exigeant un changement de paradigme de l'orientation néolibérale en compensation de toute aide injectée de l'extérieur dans les circuits financiers. Elle cherche à impulser un mouvement sociopolitique large, massif, local et transnational à partir des positions critiques d'économistes de gauche⁶ considérant la dérèglementation financière comme dérivant du maintien de la basse pression salariale. Ce rapport de forces vise à imposer, d'une part, à toute proposition de sauvetage institutionnel, des conditions évitant la récurrence de crises systémiques, de l'autre, une politique néo-keynésienne de relance contra-cyclique orientée à long terme à la fois vers la protection sociale des victimes de la crise⁷ (logement, santé, chômage), et vers le développement soutenable.

Visant à organiser et réguler une économie ou la finance et le marché des capitaux ne sont pas abolis mais mis par une réglementation publique, mondiale et européenne, au service du développement économique et social, une telle stratégie n'est pas à proprement parler anticapitaliste. Elle nécessite pourtant d'évidence une vaste alliance et des mobilisations populaires pour avoir des chances de s'imposer⁸.

Maximalisme anticapitaliste

Les partisans de cette variante de réponse à la crise rejettent des mesures gouvernementales suspectes de faire le jeu des classes dominantes et tout ce qui plus généralement passe pour un accommodement avec « le capitalisme ». Ils divergent néanmoins sensiblement entre eux quant aux justifications de cette attitude commune.

⁴ Entre parenthèses, la notion spécifique de risque « systémique », où une faillite locale peut entraîner, par des interdépendances bancaires collatérales, un effondrement global des circuits financiers, ne coïncide pas avec celle de « système capitaliste », trop fréquemment employée pour discréditer a priori toute intervention, nécessairement circonscrite.

⁵ Accusation que F. Hayek dirigea contre l'interventionnisme keynésien selon Wikipedia

⁶ Michel Husson ou Frédéric Lordon, du comité scientifique d'Attac, pour ne citer qu'eux.

⁷ C'est le « bouclier social », que Michel Husson fort heureusement a détourné du « bouclier fiscal » de Sarkozy.

⁸ Ce qui pousse par exemple Michel Husson à la qualifier de seul anticapitalisme qui vaille.

Les uns, en bons *activistes*, veulent avant tout s'imposer comme le meilleur aiguillon, soutien ou relais de luttes populaires durcies par les récessions et l'extension de la précarité. Hostiles à toute alliance gouvernementale avec une social-démocratie honnie pour son mol accompagnement du néolibéralisme, ils visent à lui ravir durablement sur le terrain toute représentativité populaire. Plus que leur opposer quelque projet social novateur, ils pratiquent un militantisme patiné d'années d'entrisme⁹ en plongeant dans un vivier altermondialiste, libertaire ou écologiste sans jamais s'y fondre. Leur ouverture intellectuelle certaine se double d'une cécité volontaire sur le bilan de plus d'un demi-siècle d'expérience du socialisme totalitaire et des populismes tiers-mondistes. En attendant une opportunité de s'inspirer pratiquement de leurs maîtres ès révolution¹⁰, ils s'engluent en combinaisons électorales à la gauche de l'échiquier pour s'assurer une représentation locale ou nationale minimale, souvent stérilisée par une culture de protestation et d'intarissables querelles.

Les autres, en bons *fondamentalistes*, rejoignent, nous l'avons dit, les premiers pour incriminer les régulateurs de se porter au chevet d'un capitalisme qu'ils pensent sinon moribond du moins incurable. Plus lucides sur l'absence de tout projet crédible de transformation sociale, Ils regrettent l'éternelle prétention des précédents à régenter la constellation des résistants, et entendent participer démocratiquement à l'émergence d'une cohérence programmatique à partir d'un mouvement altermondialiste critiqué pour inconsistance. Favorables à l'ouverture de débats de fond sur les perspectives, ils limitent trop souvent leur contribution aux fondamentaux d'une vulgate marxisante, où la lutte de classes, la dialectique matérialiste, la paupérisation absolue, et comme il se doit la baisse tendancielle du taux de profit rejoignent quelques autres chapitres bétonnés par d'anciennes chapelles communistes.

Néoprotectionnisme populaire

La crise financière ne fait pas que réveiller les appétits des fractions internationalistes - ou libre-échangistes - de la gauche. Elle revigore aussi ses composantes nationalistes – ou souverainistes -, à la recherche d'alliances avec les couches sociales hostiles à l'ouverture incontrôlée des marchés sur les nouvelles aires de rentabilisation du capital. Une fraction de l'extrême-gauche y a toujours été sensible, au nom du refus de faire le jeu d'oligopoles et de la défense bien comprise des acquis sociaux.

⁹ Avec le « programme de transition », jeu de revendications supposées excéder les capacités d'adaptation du capitalisme, l'entrisme, stratégies de survie en milieu syndical et politique réformiste ou communiste hostile, est un des fleurons tactiques des mouvements trotskistes.

¹⁰ Lénine avant tout, dont ils admirent le sens de l'opportunité politique pour prendre un pouvoir vacant, avec l'aide de Trotski, mais aussi par exemple Guevara.

Cette tendance au repli, parfois sous couvert d'avancée radicale, trouve de nouveaux adeptes pour s'opposer aux manœuvres étatiques de renflouement à grands frais d'institutions financières coupables de mondialisme débridé et combattre le dumping salarial. La voix de certains « communistes »¹¹ genevois se conjugue maintenant avec celle plus modérée de ceux qui dans la défunte Alliance de Gauche ont toujours été sensibles aux sirènes de la préférence nationale ou résidente. Des anticapitalistes, pourtant de stricte obédience internationaliste¹², rejoignent ce nouveau front du refus, dans la logique, d'une critique du modérantisme syndical accusé d'être à la traîne du grand capital et de crédibiliser des protections illusoires.

La tendance que nous qualifions ici de néo-protectionniste a aussi, dans une variante élargie à l'Europe continentale, reçu les faveurs d'esprits perspicaces comme le démographe Emmanuel Todd¹³. Mettre fin à l'exploitation des bas salaires chinois ou indiens par les capitalistes européens stopperait selon cet auteur une désindustrialisation autrement inéluctable¹⁴. En cas d'échec de ce grand projet géopolitique, il ne voit toutefois de salut que dans la mise à mort de la zone Euro et de l'UE, rejoignant ainsi les souverainistes qu'il combat. Les alternatives au néolibéralisme qu'il préconise, pour être plus subtiles et réalistes, nous paraissent pourtant disloquer le tissu des relations internationales issus des derniers conflits planétaires et, grosses de dérives nationalistes, desservir la cause des populations.

En guise de conclusion

Nous ne faisons pas mystère de notre préférence pour le type de réponse qualifiée d'*alter-régulationnisme*. On aura compris qu'il ne suffit pas à nos yeux de baptiser pompeusement socialisme du XXIème des versions éculées d'anticapitalisme, qu'il s'agisse d'agitation sans lendemain ou de fondamentalisme stérile. L'ambition de tracer, à la faveur des enjeux cumulés des crises contemporaines, une perspective à même de donner un nouveau souffle à l'espérance socialiste ruinée par les idéologies du siècle écoulé, requiert assurément plus de modestie. On ne pourra faire l'économie d'un mouvement civique mettant au centre de sa pratique politique l'ouverture au doute scientifique, le rejet de toute arrogance dogmatique et l'écoute empathique des initiatives citoyennes.

Dario Ciprut, 8 janvier 2009

¹¹ Cf les prises de position d'un Laurent Tettamanti du Parti Communiste Genevois et la campagne de ce parti contre l'extension de la libre circulation intitulée « Non à la libre exploitation des personnes ».

¹² Nous pensons évidemment au Mouvement Pour le Socialisme et à la Gauche Anticapitaliste.

¹³ Pour un excellent tour d'horizon de ses positions, voir son dernier ouvrage « Après la démocratie ».

¹⁴ Noter que Frédéric Lordon ne croit pas possible une homogénéité mondiale de réglementation financière (« level playing field ») et préconise aussi un certain degré de protection d'une zone européenne, mais dans le seul domaine, si nous l'avons compris, des mouvements de capitaux.